

Soft Computing

Rapport Financier Semestriel

1ER JANVIER AU 30 JUIN 2010

SOMMAIRE

A - Comptes intermédiaires condensés au 30 juin 2010

I - Bilan.....	Page 4
II - Compte de résultat.....	Page 6
III - Tableau de flux de trésorerie.....	Page 7
IV - Variation des capitaux propres.....	Page 8
V - Annexe.....	Page 9

B - Rapport semestriel d'activité..... Page 21

C - Attestation du responsable du rapport financier semestriel..... Page 23

D - Rapport des commissaires aux comptes..... Page 25

A - Comptes condensés au 30 juin 2009

I - Bilan

BILAN ACTIF	30/06/2010			31/12/2009
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
	en K €			
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement	101	98	3	7
Concession, brevets et droits similaires	60	60		
Fonds commercial	8 757	593	8 164	8 164
Autres immobilisation incorporelles	70	70		3
Immobilisations corporelles				
Immobilisations corporelles				
Constructions	9	2	7	
Autres immobilisations corporelles	1 730	1 148	582	641
Immobilisations en cours				
Immobilisations financières				
Titres de participations				
Prêts	8		8	9
Autres immobilisations financières	1 016		1 016	901
Total I	11 751	1 970	9 781	9 724
Avances et acomptes versés sur compr	84		84	94
Créances				
Clients et comptes rattachés	10 135	249	9 887	8 759
Autres créances	1 781		1 781	508
Valeurs mobilières de placement	4 760		4 760	5 935
Disponibilités	760		760	559
Charges constatées d'avance	445		445	157
Total II	17 966	249	17 717	16 013
TOTAL ACTIF	29 717	2 219	27 498	25 738

BILAN PASSIF	30/06/2010	31/12/2009
	en K €	
Capitaux propres		
Capital	591	591
Prime d'émission, de fusion, d'apport	9 117	9 117
Réserve légale	86	86
Réserve réglementée		
Autres réserves	750	
Report à nouveau	4 174	4 515
Résultat	1 180	1 000
Total I	15 898	15 309
Provisions pour risques et charges		
Provisions pour risques	757	865
Provisions pour charges		
Total II	757	865
Dettes		
Emprunts obligataire convertibles		
Emprunts et dettes financières	3	3
Emprunts et dettes financières divers	261	261
Fournisseurs et comptes rattachés	2 085	2 276
Dettes fiscales et sociales	6 727	5 862
Dettes sur immobilisation et comptes rattachés		
Autres dettes	710	119
Produits constatés d'avance	1 058	1 044
Total III	10 843	9 564
TOTAL PASSIF	27 498	25 738

II - Compte de résultat

COMPTE DE RESULTAT	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
en K€			
Chiffre d'affaires	17 274	17 687	34 118
Production immobilisée			
Subventions d'exploitation			
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges	33	47	108
Autres produits			1
Total produits d'exploitation	17 307	17 733	34 227
Achats de marchandises			
Autres achats et charges externes	3 941	4 126	8 009
Impôts, taxes et versements assimilés	483	546	948
Salaires et traitements	8 376	8 580	16 232
Charges sociales	4 326	4 370	8 103
Dotations aux amortissements des immobilisations	84	94	182
Dotations aux provisions sur actif circulant	13	35	88
Dotations aux provisions pour risques et charges		87	109
Autres charges			
Total charges d'exploitation	17 223	17 838	33 671
Résultat d'exploitation	83	-106	556
Produits financiers de participations			
Autres intérêts et produits assimilés			
Reprises sur provisions et transfert de charges	1	1	1
Différence positive de change			
Produits nets sur cessions de VMP	10	25	33
Total produits financiers	10	26	34
Dotations aux provisions			1
Intérêts et charges assimilées		3	5
Différence négative de change			
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			
Total charges financières		3	5
Résultat financier	10	23	29
Résultat courant avant impôts	93	-83	584
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		8	71
Produits exceptionnels sur opérations en capital			
Reprise prov. Pour risques & charges except.	173	98	98
Total produits exceptionnels	173	106	169
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	222	271	426
Charges exceptionnelles sur opérations en capital			
Autres Charges exceptionnelles			
Dotations aux amortissements et aux provisions	81	257	476
Total charges exceptionnelles	303	527	901
Résultat exceptionnel	-130	-421	-732
Participation des salariés aux résultats			
Impôt sur les bénéfices	-1 217	-1 147	-1 147
Bénéfice ou perte	1 180	643	1 000
Résultat par action (en Euros)	0,44	0,22	0,37
Résultat dilué par action (en Euros)	0,44	0,22	0,37

III - Tableau de Flux de Trésorerie

(En KC)	30/06/2010	30/06/2009
Résultat net	1 180	643
Dotations nettes aux amortissements et provisions	-24	429
Plus et moins values de cession		
Marge brute d'autofinancement	1 156	1 072
Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation	-772	748
Variation du besoin en fonds de roulement hors exploitation	-1 217	-1 147
Flux net de trésorerie généré par l'activité	-833	674
Acquisitions d'immobilisations	-149	-632
Cessions d'immobilisations	8	6
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-141	-626
Réduction de capital		
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		
Encaissements d'emprunts		60
Remboursements d'emprunts		
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		60
Incidence des variations de taux de change		
Variation de trésorerie	-974	108
Trésorerie à l'ouverture	6 492	4 567
Trésorerie à la clôture	5 517	4 675

IV - Tableau de variation des Capitaux Propres

	Capital	Primes	Réserves	Report à nouveau	Résultat	Dividendes	Total Capitaux Propres
Capitaux propres au 31/12/07	648	9 890	1 331	1 962	-8		13 823
Affectation du résultat 2007			115	-123	8		
Réduction de capital	-57	-773					-830
Résultat au 31/12/2008					1 316		1 316
Capitaux propres au 31/12/08	591	9 117	1 446	1 839	1 316		14 309
Affectation du résultat 2008			-1 360	2 676	-1 316		
Résultat au 31/12/2009					1 000		1 000
Capitaux propres au 31/12/2009	591	9 117	86	4 515	1 000		15 309
Affectation du résultat 2009			750	-342	-1 000	591	-591
Résultat au 30/06/2010					1 180		1 180
Capitaux propres au 30/06/2010	591	9 117	836	4 174	1 180	591	15 898

ANNEXE

PRESENTATION DU GROUPE

La société SOFT COMPUTING SA a son siège social au 55, Quai de Grenelle 75015 PARIS et son numéro SIRET est 330 076 159 000 79.

Soft Computing est la société de référence dans la valorisation des données et leur transformation en performances. Elle offre des services de conseil, de technologie et de marketing services pour aider ses clients - Banque & Assurance, Distribution & VPC, Industrie, Services et Télécoms, Tourisme & Transport - à améliorer leur performance par la création et la mise en place de solutions business et technologiques basées sur la transformation d'informations en actions.

Soft Computing est cotée à Paris dans le compartiment C d'Euronext.

Les états financiers ont été arrêtés par le Conseil d'Administration en date du 30 août 2010.

Le bilan avant répartition de l'exercice clos le 30 juin 2010 a un total qui s'élève à 27 498 K euros et le compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, et dégage un résultat courant de 61 K euros et un bénéfice de 1 180 K euros.

La période intermédiaire a une durée de six mois, recouvrant la période du 01/01/2010 au 30/06/2010.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels :

- . Faits caractéristiques
- . Règles et méthodes comptables
- . Détail des principaux postes du bilan et du compte de résultat

FAITS CARACTERISTIQUES

Postérieurement à l'arrêté des comptes de l'exercice 2009, la société a fait procéder par un prestataire extérieur, à l'estimation du Crédit d'Impôt Recherche relatif à cet exercice. Le produit d'impôt en résultant a été comptabilisée sur le 1^{er} semestre 2010 pour un montant de 1 292 K€.

Le Crédit d'Impôt Recherche relatif à l'année 2008 a fait l'objet d'un redressement fiscal de 75 K€ sur les 1 147 K€ déclarés par la société. Une procédure de contestation est en cours.

En l'absence d'estimation disponible au titre des dépenses exposées au cours du 1^{er} semestre 2010 et éligibles à un éventuel crédit d'impôt recherche, aucun produit d'impôt n'a été comptabilisé au 30 juin 2010.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les états financiers intermédiaires résumés de la société SOFT COMPUTING ont été préparés conformément à la recommandation 99-R-01 du Conseil National de la Comptabilité.

Les méthodes comptables appliquées sont identiques à celles appliquées dans les états financiers annuels au titre des comptes individuels au 31 décembre 2009.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les méthodes d'évaluation n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

PRINCIPALES METHODES UTILISEES

Immobilisations incorporelles

- Les logiciels sont évalués à leur coût d'acquisition et amortis sur une durée d'un an.
- Les frais de développement de nouveaux produits sont inscrits à l'actif et amortis sur une durée maximale de 5 ans. Ils sont déterminés en fonction de l'analyse des fiches de suivi de chaque projet.
- Les fonds de commerce et les autres actifs incorporels assimilés sont évalués à leur coût d'acquisition. Ils font l'objet d'une éventuelle dépréciation lorsque leur valeur actuelle est devenue inférieure à leur valeur nette comptable.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires). Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'utilisation prévue. La valeur résiduelle des immobilisations à la fin de leur durée d'utilité est nulle.

Les durées d'amortissement pratiquées sont les suivantes :

- Installations et agencements	5 à 10 ans
- Matériel de transport	4 ans
- Matériel informatique	1 à 3 ans
- Mobilier	7 à 10 ans

Aucun amortissement dérogatoire n'est comptabilisé, l'amortissement dégressif appliqué au matériel informatique, étant considéré comme reflétant correctement l'obsolescence rapide de ce type d'immobilisation.

. *Suivi des fonds de commerce (et autres actifs incorporels et des titres de participation, le cas échéant)*

Chaque année la valeur actuelle des fonds de commerce (et des titres de participation, le cas échéant) est appréciée en fonction d'une approche multicritère (ratios utilisés par les analystes financiers du secteur tels que VE/CA, perspectives de rentabilité).

Lorsque cette valeur actuelle est inférieure à la valeur d'inventaire, une dépréciation exceptionnelle des fonds de commerce (ou des titres de participation le cas échéant) est constatée. Cette dépréciation est déterminée par référence à la valeur des flux de trésorerie actualisés (Discounted Cash Flow).

Au 30 juin 2010, le calcul de la valeur actuelle n'a pas conduit à constater de dépréciation exceptionnelle sur les fonds de commerce.

. *Autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement*

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

. *Créances*

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

. *Chiffre d'affaires*

Le chiffre d'affaires est calculé au prorata de l'avancement des travaux. La facturation émise est donc ajustée en fonction du travail réellement effectué sur la période.

Le pourcentage d'avancement résulte d'une analyse par contrat des journées d'intervention valorisées engagées par rapport au nombre total des journées nécessaires à la réalisation des prestations prévues au contrat.

Si l'avancement des travaux réellement effectués est inférieur au chiffre d'affaires émis, un ajustement est comptabilisé au passif dans un compte de produits constatés d'avance.

Si l'avancement des travaux réellement effectués est supérieur au chiffre d'affaires émis, un ajustement est comptabilisé à l'actif dans un compte de factures à établir.

Une provision pour perte à terminaison est comptabilisée lorsque le montant prévisionnel total des journées d'intervention valorisées sur l'ensemble du contrat est supérieur à la facturation totale prévue.

. Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges correspondent aux sorties probables de ressources sans contrepartie pour la société. Ces provisions correspondent aux montants les plus probables que l'entreprise est susceptible de devoir verser.

. Engagements de retraite

Le montant des engagements de retraite est calculé selon une évaluation actuarielle prenant en compte des hypothèses de mortalité, de rotation du personnel, d'accroissement des salaires et d'actualisation.

Les engagements en matière de départ en retraite des salariés s'élèvent à 409 K€ au 30/06/2010. Ils ne sont pas provisionnés au bilan.

. Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel comprend les éléments dont la réalisation n'est pas liée à l'exploitation courante du groupe, et qui ne sont pas supposés se reproduire de manière fréquente ou régulière.

Ainsi, les indemnités transactionnelles versées au titre des licenciements représentent des charges exceptionnelles.

**DETAIL DES PRINCIPAUX POSTES DU BILAN ET DU COMPTE DE RESULTAT
(en K€)**

NOTE 1 – IMMOBILISATIONS

en Keuros	Val. Brute au début de l'exercice	Fusion SCM	Acquisitions de l'exercice	Diminutions de l'exercice	Virement de poste à poste	Val. Brute en fin d'exercice
Frais de développement	101					101
Fonds de commerce	1 081					1 081
Mali de fusion	7 677					7 677
Autres immo. incorporelles	129					129
Immob. Corporelles (1)	1 713		26			1 739
Immob. Financières (2)	910		121	7		1 023
TOTAL GENERAL	11 610		147	7		11 750
(1) dont aménagts des constructions						
agencements installations	609		8			617
informatique	748		19			767
transport						
Mobilier	356		1			357
Immobilisations en cours						
	1 713		27			1 740
(2) dont entreprises liées:						
Titres Soft Computing Média (*)						
Titres SCT						
Actions propres en voie d'annulation	743		121			864
Prêt au personnel	9			1		8
et dont dépôts et cautionnements	158			6		152
	910		121	7		1 023

(*) Ces titres ont été sortis au moment de la TUP

NOTE 2 – AMORTISSEMENTS

en euros	Montants au début de l'exercice	Augmenta - tions	Diminu - tions	Virment de poste à poste	Montants en fin d'exercice
Frais de développement	94	3			98
Autres immo. incorporelles	720	3			723
Immob. Corporelles (1)	1 072	78			1 150
TOTAL GENERAL	1 886	84			1 970
(1) dont aménagements constructions					
agencement des installations	159	29			188
informatique	651	37			689
transport					
Mobilier	262	11			273
	1 072	78			1 150

NOTE 3 – FRAIS DE DEVELOPPEMENT

Les coûts relatifs au développement d'un logiciel d'ASP dans le domaine de l'adresse ont fait l'objet d'une inscription à l'actif en 2004 pour un montant de 32 K€. L'amortissement de l'exercice s'élève à 6 K€. Ce logiciel se trouve totalement amorti au 31/12/2009, il n'y a donc pas d'amortissements sur la période.

Les coûts relatifs au développement d'un logiciel « Marketing Factory » ont fait l'objet d'une inscription à l'actif en 2005 pour un montant de 34 K€. L'amortissement de l'exercice s'élève à 3 K€.

NOTE 4 – PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

en K Euros	Montants au début de l'exercice	Augmen - tations	Montants repris car utilisé	Montants repris car non utilisé	Montant en fin d'exercice
Provisions pour risques et charges					
Risques sur stocks options	1				1
Autres provisions pour risques et charges	484	81	189		376
Risque URSSAF	379				379
Dépréciations :					
Dépréciation des titres (SC Média)					
Créances clients	238	13	2		249
Comptes courants d'associés					
Actions propres					
Valeur Mobilières de placement	1		1		
Total provisions	1 104	94	192		1 006
Dont dotations et reprises :					
d'exploitation		13			
financières					
exceptionnelles		81	189		

Le solde des autres provisions pour risques et charges au 30 juin 2010 est essentiellement constitué de provisions pour risques salariaux.

NOTE 5 – ETAT DES CREANCES

en K Euros	Montants bruts au 30 juin 2010	A 1 an au plus	Entre 1 et 5 ans	A plus de 5 ans	Montants bruts 2009
Avances et acomptes	84	84			94
Clients et comptes rattachés	10 135	10 135			8 996
Personnel	74	74			72
Autres impôts et assimilés (1)	1 615	1 615			350
Comptes courants groupe					
Autres créances	92	92			87
Charges constatées d'avance	445	445			157
Total	12 446	12 446			9 756

(1) dont crédit impôt recherche 1 292 K€

NOTE 6 – ETAT DES DETTES

en K euros	Montants bruts au 30 juin 2010	A 1 an au plus	Entre 1 et 5 ans	A plus de 5 ans	Montants bruts 2009
Emprunts et dettes Ets crédit	3	3			3
Avances conditionnées	260	260			260
Comptes courants associés	1	1			1
Dettes fournisseurs et cptes rattachés	2 085	2 085			2 276
Dettes sociales	4 226	4 226			3 530
Autres impôts et assimilés	2 500	2 500			2 292
Autres impôts et assimilés débiteurs					-36
Produits constatés d'avance	1 058	1 058			1 044
Autres dettes	710	710			119
Total	10 843	10 843			9 488

NOTE 7 – DIFFERENCES D'EVALUATION SUR ELEMENTS FONGIBLES

* Les valeurs mobilières de placement de type OPCVM sont comptabilisées selon la règle du FIFO pour une valeur de 942 K€. Leur valeur liquidative au 30 juin 2010 est de 942 K€.

Il a été procédé à une opération de rachat puis de souscription le dernier jour de l'année ; il n'existe donc aucune plus-value latente.

* La société a souscrit auprès de la banque HSBC deux certificats de dépôt pour un montant total de 3 800 K€. Les intérêts courus sur la période s'élèvent à 6 K€.

* Les autres valeurs mobilières de placement dont le montant s'élève à 12 K€ correspondent à l'achat par SOFT COMPUTING de 3 451 de ses propres actions acquises par le biais du contrat de liquidité signé avec la société ODDO corporate.

Ces actions propres font l'objet d'une provision pour dépréciation des actions propres à hauteur de 0.1 K€ en raison de la baisse du cours moyen du mois de juin 2010.

Par ailleurs, la société a acquis 289 957 actions en vue de les annuler à l'automne 2010. Celles-ci ont été comptabilisées en compte « 277200 – Actions propres en voie d'annulation ».

	30/06/2010	Fin 2009
Quantité achetée	293 408	250 415
Prix d'acquisition moyen en €	2.96	3.02
Montant en K€	876	757
Frais de courtage	4	4

NOTE 8 : STOCKS OPTIONS

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 25 février 2002 a autorisé la mise en place d'un plan d'options d'achat ou de souscription d'actions destinées aux salariés dans la limite de 5% du capital de la société.

Sur ce premier plan, le Conseil d'Administration a attribué trois tranches :

Le 25 février 2002, le Conseil d'Administration a attribué une première tranche de 125 602 options au prix de souscription des actions de 5,12 €. Plus aucune option n'est exerçable à ce jour.

Le 1^{er} avril 2003, le Conseil d'Administration a attribué une seconde tranche de 34 675 options au prix d'achat des actions de 4,59 €. Une partie de ces options a été exercée au cours de l'exercice 2007. Plus aucune option n'est exerçable à ce jour.

Le 10 février 2004, le Conseil d'administration a attribué une troisième tranche de 354 options au prix d'achat des actions de 4,69 €. Plus aucune option n'est exerçable à ce jour.

Le Conseil d'Administration a attribué toutes les options de ce premier plan.

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 10 juin 2003 a autorisé la mise en place d'un plan d'options d'achat ou de souscription d'actions destinées aux salariés dans la limite de 5% du capital de la société.

Sur ce second plan, le Conseil d'Administration a attribué deux tranches à ce jour :

Le 10 février 2004, le Conseil d'Administration a attribué une première tranche de 38 511 options au prix de souscription des actions de 4,69 €. 14 068 options restent exerçables à ce jour.

Parallèlement le 10 février 2004, le Conseil d'Administration a attribué 40 821 options au prix d'achat des actions de 4,69 €. 19 925 options restent exerçables à ce jour.

Le 7 avril 2005, le Conseil d'Administration a attribué une deuxième tranche de 87 500 options au prix de souscription des actions de 6,89 €. 28 000 options restent exerçables à ce jour.

Le Conseil d'Administration n'a plus la possibilité d'attribuer des options de ce second plan, le délai étant expiré.

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 27 mai 2005 a autorisé la mise en place d'un plan d'options d'achat ou de souscription d'actions destinées aux salariés dans la limite de 5% du capital de la société.

Sur ce troisième plan, le Conseil d'Administration a attribué une tranche à ce jour :

Le 17 octobre 2007, le Conseil d'Administration a attribué une première tranche de 145 000 options au prix de souscription des actions de 3.88 €. 122 500 options restent exerçables à ce jour.

Le Conseil d'Administration n'a plus la possibilité d'attribuer des options de ce troisième plan, le délai étant expiré.

Les stocks options ainsi attribuées peuvent être exercées au plus tôt quatre années après leur date d'attribution et au plus tard sept années après leur date d'attribution.

NOTE 9 – COMPTES DE PRODUITS A RECEVOIR ET DE CHARGES A PAYER

Produits à recevoir (en K euros)	30/06/2010	31/12/2009
Clients et comptes rattachés	2 082	1 696
Autres créances	3	23
Crédit d'Impôt Recherche	1 293	
Total	3 378	1 719

Charges à payer (en K euros)	30/06/2010	31/12/2009
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	3	3
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	700	864
Dettes fiscales et sociales	2 662	1 739
Total	3 365	2 606

NOTE 10 – COMPTES DE REGULARISATION

Produits constatés d'avance (en K euros)	30/06/2010	31/12/2009
Produits d'exploitation	1 058	1 044
Total	1 058	1 044

Charges constatées d'avance (en K euros)	30/06/2010	31/12/2009
Charges d'exploitation	445	157
Total	445	157

NOTE 11 – COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

Différentes catégories de titres	Valeur nominale	Nombre de titres			
		Au début de l'exercice	Créés pendant l'exercice	Annulés pendant l'exercice	Total en fin d'exercice
Actions ordinaires	0,20 euro	2 955 948			2 955 948

NOTE 12 – TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

en K euros	Capital	Primes	Réserves	Report à nouveau	Résultat exercice	Capitaux Propres Totaux
Situation au 31/12/2008	591	9 117	1 446	1 839	1 316	14 309
Réduction de capital						
Affectation du résultat 2008				1 316	-1 316	
Dividendes						
Virements de poste à poste			-1 360	1 360		
Résultat 2009					1 000	1 000
Situation au 31/12/2009	591	9 117	86	4 515	1 000	15 309
Affectation du résultat 2009				1 000	-1 000	
Dividendes				-591		-591
Virements de poste à poste (1)			750	-750		
Résultat au 30/06/2010					1 180	1 180
Situation au 30/06/2010	591	9 117	836	4 173	1 180	15 898

(1) 750 K€ ont été prélevés sur le compte de report à nouveau et affectés en réserve indisponible pour couvrir les actions propres.

NOTE 13 – EFFECTIF MOYEN

	30/06/2010	31/12/2009
Cadres	334	327
Agents de maîtrise et techniciens	0	0
Employés	29	30
Total	363	357

NOTE 14 – CHIFFRE D'AFFAIRES

Le Chiffre d'affaires est essentiellement réalisé en France :

	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Banque assurance:	45%	46%	45%
Distribution/VPC :	20%	18%	18%
Industrie :	10%	12%	12%
Télécoms :	8%	9%	10%
Services :	13%	11%	10%
Transport et tourisme :	4%	4%	5%

NOTE 15 – REMUNERATION DES DIRIGEANTS

Les rémunérations allouées au 30 juin 2010 aux dirigeants de la société, y compris les 2 dirigeants administrateurs, s'élèvent à 412 k€ et concernent 6 personnes au total.

Au 30 juin 2009, ces rémunérations s'élevaient à 414 K€ et concernaient 6 personnes.

Au 31 décembre 2009, ces rémunérations s'élevaient à 804 K€ et concernaient 6 personnes.

NOTE 16 – CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS

	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Produits de cession des valeurs mobilières de placement	10	25	33
Reprise de provisions financières	1	1	1
Escomptes accordés		-3	-5
Moins value sur cession de VMP			
Dotation aux provisions financières			-1
Résultat financier	10	23	29

NOTE 17 – CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS

	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Autres charges et produits exceptionnels de gestion (1)	-222	-263	-355
Dotation aux provisions exceptionnelles (3)	-81	-257	-476
Reprise de provisions exceptionnelles (2)	173	99	98
Résultat exceptionnel	-130	-421	-732

(1) dont 188 k€ d'indemnités transactionnelles et préavis versés au pôle emploi

(2) Reprise de provision sur litiges salariés

(3) Provisions pour licenciements et litige URSSAF.

NOTE 18 – ENGAGEMENTS HORS BILAN

Engagements donnés

- Indemnités de départ à la retraite

<u>30/06/2010</u>	<u>31/12/2009</u>
409 K€	284 K€

Conformément à la norme IAS 19, le montant des engagements de retraite est calculé selon la méthode des unités de crédits projetés. Le montant de l'engagement est égal à la somme des droits individuels acquis au jour du départ à la retraite auxquels sont appliqués les éléments suivants :

Convention collective	Bureaux d'études techniques
Age de départ à la retraite	65 ans
Actualisation financière	3%
Augmentation des salaires	de 0.5% à 5% en fonction des tranches d'âge

Rotation du personnel de 1.5% à 20% en fonction des tranches d'âge

La loi de financement de la sécurité sociale a apporté des modifications sur la situation de mise à la retraite d'un salarié à l'initiative de l'employeur. L'indemnité de départ à la retraite serait soumise à charges sociales

Total calculé des indemnités de départ à la retraite: 409 K€
Montant versé en 2009: 0 €
Total de l'engagement : 409 K€

Il n'y a pas d'engagement particulier envers les dirigeants en matière de retraite.

Une caution financière a été signée le 31/07/2008 en faveur de la SOCIETE D'ECONOMIE PARIS SEINE – SEMPARISEINE à hauteur de 195 K€ pour les locaux occupés quai de Grenelle.

NOTE 19 – INVENTAIRE DES VALEURS MOBILIERES

Dénomination	Nombre de titres détenus	Pourcentage de participation	Valeur d'achat	Valeur nette d'inventaire
Soft Computing (actions Propres)	293 408,00	9,93%	876	876
Monevalor (Société Générale)	158,10	NA	942	942

Mouvements intervenus au cours de l'exercice sur les actions propres en K€:

	31/12/2009	Augmentation	Diminution	30/06/2010
Actions acquises via le contrat de liquidité	16		4	12
Actions propres pour annulation	743	121		864
Dépréciation des actions propres	-1	1		
Solde	758	122	4	876

NOTE 20 - FACTEURS DE RISQUE

Les facteurs de risque n'ont pas évolué au cours du premier semestre 2010, ceux-ci figurent dans le rapport financier annuel de l'exercice 2009.

NOTE 21 - EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Il n'y a pas d'évènement postérieur à la clôture à signaler.

B - Rapport semestriel d'activité

RAPPORT SEMESTRIEL 2010

SOCIETE

Retour de la croissance au deuxième trimestre 2010

Le Chiffre d'Affaires du premier semestre 2010 s'élève à 17.3 millions d'euros, en baisse de 2.3 % par rapport au premier semestre 2009. Le second trimestre marque quant à lui une croissance de 3.1 % confirmant ainsi une reprise annoncée de la demande.

Le pôle Marketing Services affiche une croissance de 11.9 % sur le premier semestre 2010 et pèse dorénavant 31 % du Chiffre d'Affaires. Le Chiffre d'Affaires et les effectifs du pôle Technologie ont baissé d'environ 6 % par rapport au premier semestre 2009. Le pôle Conseil a vu ses effectifs baisser de 30 % tandis que son Chiffre d'Affaires a décliné de seulement 21 % entre le premier semestre 2009 et le premier semestre 2010. Au global, chacun des pôles a affiché une croissance positive de sa marge brute au second trimestre 2010.

Résultat d'exploitation positif (+ 0,1 M€)

Grâce au niveau d'activité qui s'améliore au fil des mois, le résultat d'exploitation du premier semestre 2010 est positif de 83 K€, comparé à une perte de 106 K€ au premier semestre 2009.

Le résultat net après impôts 2010 dégage un bénéfice de 1,2 M€, après la comptabilisation du crédit d'impôt recherche.

Pour comparaison, le résultat net après impôts 2009 à fin juin affichait un bénéfice de 0,6 M€.

Trésorerie de 5,5 M€

La trésorerie nette au 30 juin s'élève à 5,5 M€ sans dettes financières significatives ni recours à l'affacturage.

Perspectives

La croissance du Chiffre d'Affaires du deuxième trimestre marque l'entrée de Soft Computing dans un nouveau cycle de croissance. La société anticipe pour les prochains trimestres une accélération de sa croissance qu'elle accompagne par une politique active de recrutements.

C - Attestation du responsable du rapport financier semestriel

Attestation du responsable du rapport financier semestriel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société, et que le rapport semestriel d'activité [ci-joint / figurant en page 21] présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

D - Rapport des Commissaires aux Comptes

SEREC AUDIT

21, rue Leriche
75015 PARIS

GRANT THORNTON
Membre français de Grant Thornton
International
100, rue de Courcelles
75017 PARIS

SOFT COMPUTING
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE
AU 30 JUIN 2010

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels condensés de la société **SOFT COMPUTING**, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2010, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels condensés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels condensés avec les règles et principes comptables français.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels condensés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels condensés.

Fait à Paris, le 31 août 2010

Les Commissaires aux Comptes

SEREC AUDIT



Benoît GRENIER

GRANT THORNTON
Membre français de Grant Thornton
International



Vincent FRAMBOURT